

RIVIÈRE

SUITE DE LA PAGE 1

saumons, sauf quelques exceptions notables, ont boudé ce cours d'eau peu ragoûtant...

En 1980, le flottage du bois prend fin. Mais, en revanche, des centaines de camions envahiront alors Clermont, engendrant des nuisances sonores et olfactives ainsi qu'un sérieux problème de sécurité. Au milieu de la décennie, devant l'adoption des premières normes environnementales, la papetière se dote d'un procédé mécanique de pointe pour fabriquer sa pâte, laquelle cesse de sentir les œufs pourris. En 1985 un traitement primaire des eaux usées, qui filtre les matières solides grossières, est mis en place.

La papetière est à cette époque talonnée par un comité de citoyens qui pestait contre le bruit, les odeurs et les poussières qui attaquaient les peintures d'auto et les revêtements de maisons, ce qui a débouché sur un recours collectif et des barrages routiers contre les mastodontes qui transportaient le bois.

«On est allé mangé des hot-dogs avec les citoyens», raconte Jean-Louis Perron, le secrétaire du syndicat CSN de l'usine, parce qu'on en avait assez de se faire traiter de pollueurs par le monde même si l'usine, c'était pas la nôtre!»

Déjà à cette époque un pionnier de la restauration de la Malbaie, Richard Gaudreau prédisait malgré le scepticisme ambiant qu'«un jour, la compagnie utilisera le saumon pour vendre ses produits», ce qui est le cas maintenant. Mais c'est au début des années 1990 que la papetière, ses syndiqués, la ZEC des Marthes, située en amont sur la rivière Malbaie, et des dizaines de bénévoles vont amorcer, chacun de leur côté, la démarche qui va faire ressusciter la rivière à saumons.

Révolution syndicale-patronale

En 1991, la Donohue décide d'adopter la norme ISO 9001 qui institue un processus d'amélioration continue de la qualité. Elle demande alors au syndicat d'abandonner une augmentation prévue de 5%. Celui-ci accepte, sur recommandation de la CSN précise Michel Fortin, vice-président de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt (FTPF-CSN), à la condition que l'argent — 1,1 million — soit réinvesti dans un plan de modernisation. C'est le début d'une réflexion stratégique du syndicat, basée sur une vision de consolidation de l'entreprise et des emplois à long terme, qui sert aujourd'hui de modèle dans toute la centrale syndicale.

«On a dit oui au plan ISO, mais à la condition qu'on en parle avec tout le monde et que les modifications soient discutées et adoptées en assemblée générale, ce qui se fait depuis ce temps-là pour toute modification aux processus environnementaux ou de qualité. On est convaincus que l'implication du syndicat a fait toute la différence», raconte Jean-Louis Perron.

Le directeur général de l'usine, Christian Gélinas, le confirme d'ailleurs sans ambiguïté. Depuis qu'AbitibiBowater a pris la relève en 2000, sa direction continue de miser sur l'implication de ses travailleurs syndiqués et sur une politique de transparence exceptionnelle à leur endroit.

«La plupart des innovations qu'on adopte aujourd'hui,



SOURCE ABITIBIBOWATER

Le traitement primaire est appliqué dans le bassin de gauche, près de la rivière. Puis, les eaux sont transférées dans le bassin du haut sur la droite, où déjà leur couleur s'est améliorée. Le dernier nettoyage se fait avec des bactéries dans le bassin de droite, où l'eau a repris la couleur de la rivière Malbaie. C'est le long de cette papetière qu'on trouve les meilleurs endroits de pêche au saumon, jusqu'à la chute à crête déversante, située en amont, dont le réservoir alimente l'usine en eaux de refroidissement.

d'hui, ajoute Christian Gélinas, proviennent des initiatives et des propositions syndicales. Notre rôle à nous, à la direction, c'est plus d'apporter une vision de long terme et de l'intégrer aux innovations.»

Selon le président du syndicat, Claude Turcotte, le fait d'avoir ciblé ensemble la dépollution de l'usine et la restauration de la rivière à saumons a modifié toute la philosophie des relations de travail.

«On est passé, dit-il, de 30 à 40 griefs par mois à quatre ou cinq par année, qu'on discute plus qu'on ne les plaide.» Quand il a fallu récemment abaisser les coûts de production, les compressions ont été décidées avec le syndicat, y compris le fait de couper une quarantaine d'emplois, «ce qui n'est pas facile à vendre à un syndicat sans une vision de long terme», convient son président. Pour le directeur de l'usine, «la transparence est notre règle de base: les chiffres sont sur la table. On discute à partir des faits pour trouver les meilleures solutions» que le syndicat débat ensuite, jusqu'en assemblée générale, à 350 membres!

Des résultats étonnants

Les résultats environnementaux de cette «révolution interne» sont hors du commun. Le nombre de camions de déchets est passé de 150 par mois à cinq. Et l'objectif des travailleurs, c'est un sac vert par jour. Et ils y croient visiblement!

Les normes fédérales exigent que 50% des truitelles plongées dans l'effluent non dilué de la papetière y survivent quatre jours. Mais à Clermont, on n'a pas perdu une seule truite sur cent depuis des années, le résultat de 28 millions en assainissement sur les 43 millions investis dans l'environnement.

Aujourd'hui, cette papetière utilise 40% moins de bois pour produire 960 tonnes de papier par jour. Les 30 tonnes de boues produites chaque jour servent de combustible, utilisé d'ailleurs pour sécher le papier. L'usine a réduit de 83% l'enfouissement de ses matières résiduelles, de

95% ses déchets de plancher par le recyclage et de 38% son utilisation d'eau. Alors que les normes autorisent le rejet à la rivière de 7,5 kg par jour de matières en suspension par tonne de papier, on s'en tient à quelques grammes, une réduction de 92%. Mieux, la demande en oxygène exigée du cours d'eau pour digérer ces rejets de matières organiques a été réduite de 98 à 99%, soit environ 200 à 300 kg par jour au lieu des 20 tonnes d'autrefois.

Pour appuyer le travail des bénévoles dans la restauration de la rivière à saumons, dont plusieurs sont de ses employés, AbitibiBowater a aussi investi 750 000 \$ dans une passe migratoire qui permet au roi de nos eaux de franchir le barrage situé en amont, une réserve d'eau toujours nécessaire au refroidissement des équipements.

C'est la ZEC des Marthes qui, sans le moindre mandat de protection du saumon, a investi d'abord pour ensemençer la Malbaie à partir de 1992, raconte le président actuel de la Corporation du saumon de la rivière Malbaie, Ronald Desbiens. En 1997, dit-il, on dénombrait déjà une première remontée de 393 saumons, un bilan qui oscillera ensuite entre 121 et 405 saumons par année, jusqu'au miracle de l'an dernier, où 1032 saumons franchissaient la passe migratoire.

La municipalité a aussi investi dans différents aménagements, dont une piste cyclable riveraine et un poste d'accueil. D'autres projets d'une valeur de 2 millions sont en attente d'approbation par Québec, précise M. Desbiens.

«Aujourd'hui, dit-il, on ne regarde plus l'usine et ses travailleurs comme des pollueurs. On les voit plutôt comme les piliers, avec nos bénévoles, de la renaissance d'un cours d'eau en voie de devenir, avec le saumon, une des bonnes signatures de la Réserve de la biosphère de Charlevoix.»

Le Devoir